



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M_3069

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 83 boulevard Marius Vivier Merle - 69003 Lyon

Référent : Cyril LOPEZ – cyril.lopez@uniha.org

Objet du marché : Prestations de retrofit de véhicules (conversion des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible)

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1 – Généralités	4
1. Objet et présentation du SAD	4
1.1. Objet du SAD	4
1.2. Technique d’achat choisie : le SAD	4
2. Périmètre du SAD.....	4
2.1 Les catégories du SAD	4
2.2 Périmètre des prestations des marchés spécifiques	5
2.3 Périmètre des bénéficiaires du SAD	5
2.4 Périmètre géographique	5
2.5 Répartition des responsabilités.....	5
2.6 Litiges	6
Chapitre 2 – Dispositions relatives au SAD	7
3. POUVOIR ADJUDICATEUR DE SAD	7
4. PIECES CONTRACTUELLES DU SAD	7
5. DUREE DU SAD	7
6. Obligations générales des candidats admis dans le SAD	8
6.1 Dispositions générales	8
6.2 Changements affectant le candidat admis dans le SAD	8
6.3 Récupération des données.....	8
Chapitre 3 – Dispositions relatives à la passation des marchés spécifiques	10
7. POUVOIR ADJUDICATEUR DES MARCHES SPECIFIQUES	10
8. PIECES CONTRACTUELLES DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE	10
9. DUREE DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE	10
10. Modalités de passation des marchés spécifiques	11
10.1 Objet des marchés spécifiques	11
10.2 Invitation des candidats à remettre une offre	11
10.3 Remise des offres par les candidats.....	11
10.4 Evaluation des offres de chaque marché spécifique.....	12
10.5 Attribution du marché spécifique	13
Chapitre 4 – Dispositions relatives à l’exécution des marchés spécifiques	14
11. Obligations administratives générales des titulaires des marchés spécifiques	14
11.1 Discretion, confidentialité et protection des données personnelles	14
11.2 Assurances	14
11.3 Sous-traitance	14
11.4 Respect de la réglementation et du code du travail	15
12. Spécifications techniques des prestations.....	15
12.1 Réglementation et exigences techniques	15
12.2 Prestations objets du marché	15
Chapitre 5 – Dispositions financières des marchés spécifiques.....	19

13.	Prix	19
13.1	Prix de référence	19
13.2	Forme de prix	19
13.3	Offre promotionnelle	19
14.	Modalités de règlement des comptes	20
14.1	Présentation des demandes de paiement	20
14.2	Délais de paiement.....	21
14.3	Nantissement et cession de créances	22
14.4	Avance.....	22
Chapitre 6 – Sanctions et résiliation des marchés spécifiques		23
15.	Pénalités	23
15.1	Pénalités de retard	23
15.2	Pénalités de retard dans la communication des justificatifs d'assurance.....	23
15.3	Pénalités de retard dans la RECUPERATION DES DONNEES.....	23
16.	Résiliation des marchés spécifiques	23
16.1	Motifs de résiliation	23
16.2	Indemnités de résiliation.....	24
16.3	Exécution aux frais et risques du titulaire	24
Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS		25

Chapitre 1 – Généralités

1. OBJET ET PRESENTATION DU SAD

1.1. OBJET DU SAD

Le présent SAD a pour objet des prestations de rétrofit de véhicules. Il s'agit de la conversion des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible.

1.2. TECHNIQUE D'ACHAT CHOISIE : LE SAD

Le Système d'acquisition dynamique est une technique d'achat qui permet de recenser tout au long de sa durée de validité des opérateurs susceptibles d'être intéressés par les marchés – les marchés spécifiques – susceptibles d'être passés par les établissements adhérents de UniHA.

Les opérateurs économiques peuvent candidater dans une ou plusieurs catégories identifiées dans le SAD (annexe 1 du CCATP). Les établissements adhérents lancent, selon leurs besoins, leurs marchés spécifiques dans la ou les catégories couvertes par le SAD en invitant les candidats préalablement admis dans ces catégories à remettre une offre.

Les opérateurs économiques qui n'auraient pas candidaté avant la passation de certains marchés spécifiques peuvent toujours candidater dans le SAD pendant sa période de validité. Si leur candidature est admise, ils seront alors invités à remettre une offre lors des marchés spécifiques lancés postérieurement à leur admission.

Les opérateurs économiques ne sont pas obligés de candidater à l'ensemble des catégories du SAD.

2. PERIMETRE DU SAD

2.1 LES CATEGORIES DU SAD

Le SAD est divisé en 8 catégories selon l'annexe 1 du CCATP :

Catégorie 1 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Citroën

Catégorie 2 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Fiat

Catégorie 3 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Iveco

Catégorie 4 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Mercedes

Catégorie 5 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Opel

Catégorie 6 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Peugeot

Catégorie 7 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marque Renault

Catégorie 8 : prestation de rétrofit pour les véhicules de marques autres

Durant la période de validité du SAD, le GCS UniHA pourra compléter la liste des catégories en lien avec l'objet du SAD et ses spécifications techniques.

Dans ce cas, les marchés spécifiques portant sur les catégories ajoutées ne pourront pas être lancés avant un délai de 30 jours à compter de l'ajout des nouvelles catégories.

2.2 PERIMETRE DES PRESTATIONS DES MARCHES SPECIFIQUES

Les prestations de base de chaque marché spécifique incluent :

- L'étude de faisabilité technique et réglementaire du rétrofit sur les véhicules concernés ;
- La fourniture et installation des kits de conversion homologués ;
- La mise en conformité avec les normes en vigueur ;
- Les tests et validation des performances après conversion ;
- Les démarches administratives d'immatriculation ;
- Les démarches administratives de demandes d'aide ;
- La livraison du véhicule ;
- La formation des agents techniques à l'exploitation et la maintenance des véhicules rétrofités ;
- La maintenance et service après-vente du véhicule rétrofité.

L'ensemble de ces prestations est détaillé au chapitre 4.

Ce périmètre sera précisé et/ou complété à l'occasion de chaque marché spécifique selon le besoin exprimé par les adhérents.

2.3 PERIMETRE DES BENEFICIAIRES DU SAD

Le présent SAD est susceptible d'être mis à disposition des membres et adhérents listés en annexe 2, via une convention de mise à disposition dont les modalités sont précisées dans le présent CCATP.

Conformément à l'article R.2162-39 du Code de la commande publique, le SAD pourra en outre être mis à disposition de nouveaux membres et adhérents, en cours d'exécution, dans la limite de l'estimation du besoin. Ces nouveaux adhérents seront nécessairement, conformément au Code de la santé publique et à la convention constitutive du GCS, des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou toute structure concourant à l'activité de UniHA (notamment structures de coopération hospitalière pour leurs besoins relevant du domaine sanitaire) et situés sur le territoire français.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer ses marchés spécifiques.

2.4 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Les prestations objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire national, Métropole ainsi que dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer.

Le lieu d'exécution sera précisé dans les marchés spécifiques.

2.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives du GCS UniHA et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	GCS UniHA	Etablissement bénéficiaire
Référencement des candidats dans le SAD par catégorie	X	
Passation, Signature notification du marché spécifique et de ses avenants, Résiliation de marché spécifique		X
Lancement des marchés spécifiques		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés		X
Procéder à la reconduction des marchés		X
Agrément des sous-traitants		X
Appliquer les pénalités		X (pénalités d'exécution)
Opérations de réception/admission des prestations objet du SAD		X
Paieement des prestations complémentaires objet du marché spécifique auprès du titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés spécifiques, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché spécifique		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des marchés spécifiques		X

2.6 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et les titulaires des marchés spécifiques, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque marché spécifique et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre le bénéficiaire et le titulaire et dépendront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

Les litiges concernant la passation du SAD et aux actes relevant de la responsabilité du GCS UniHA relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

Chapitre 2 – Dispositions relatives au SAD

3. POUVOIR ADJUDICATEUR DE SAD

Le GCS UniHA est pouvoir adjudicateur du SAD :

- Il publie l’avis de publicité du SAD et met le DCE du SAD à disposition des opérateurs qui souhaitent se référencer dans une catégorie du SAD ;
- Il reçoit les candidatures des opérateurs économiques, les analyse et décide de l’acceptation ou du rejet des candidatures ;
- Il tient à jour la liste des candidats admis dans chaque catégorie du SAD et la met à disposition des adhérents de UniHA sollicitant la mise à disposition du SAD ;
- Il est responsable des modifications des pièces contractuelles du SAD ;
- Il met à disposition de ses adhérents les pièces du SAD afin que ces derniers puissent lancer les marchés spécifiques

4. PIECES CONTRACTUELLES DU SAD

Les pièces contractuelles du SAD sont les suivantes :

- Le règlement de consultation du SAD qui précise notamment comment les opérateurs peuvent présenter une candidature pour être référencés dans le SAD, comment leur candidature est analysée par le GCS UniHA ;
- Le présent CCATP qui est commun à l’ensemble des futurs marchés spécifiques lancés par les établissements adhérents et qui pourra être complété à chaque marché spécifique si besoin, et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Candidature par catégorie
 - o Annexe 2 : Liste des adhérents en centrale d’achat
- Le CCAG-FCS 2021.

5. DUREE DU SAD

Pour toutes les catégories, le SAD sera ouvert pour une période de 4 ans : les opérateurs économiques peuvent candidater dans le SAD pendant toute la période de validité du SAD.

Cette durée de validité pourra être modifiée par le GCS UniHA selon les dispositions de l’article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

6. OBLIGATIONS GENERALES DES CANDIDATS ADMIS DANS LE SAD

6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par les bénéficiaires. S'ils n'y répondent pas, ils en informeront le GCS UniHA des raisons.

6.2 CHANGEMENTS AFFECTANT LE CANDIDAT ADMIS DANS LE SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le GCS UniHA de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter ;
- La forme de l'entreprise ;
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse ou son siège social ;
- La cession d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle activité ;
- Son adresse et coordonnées bancaires ;
- Les éléments de sa candidature dans le SAD ayant fait l'objet de modification depuis son admission et notamment l'adresse mail de contact sur laquelle les marchés spécifiques seront adressés par l'intermédiaire du Profil acheteur (cf. article 2.1.2 du RC).

Le candidat fait parvenir par tout moyen, les éléments justificatifs de ces changements.

6.3 RECUPERATION DES DONNEES

Le candidat admis au SAD et titulaire d'au moins un marché spécifique s'engage à transmettre à UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du SAD en termes de volumétrie et en termes financiers. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier pour les données du 1er juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution du SAD et de ses éventuels marchés spécifiques, quelle que soit de la date de début et de la date de fin du SAD, dès lors que sa période d'exécution du marché spécifique couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- N°SIRET du Candidat admis au SAD, le nom du Candidat admis au SAD
- Numéro de marché spécifique
- Numéro de la catégorie
- N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le nom de l'établissement
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2025 - 30/06/2025 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.

- Quantité de produits et/ou services facturée, ainsi que le libellé
- Montant facturé en euros HT et TTC

Le mode opératoire est le suivant :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nomdufournisseur_S12025 (pour 1er semestre 2025).

Le format fichier sera CSV ou Excel. Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

Ce fichier sera également transmis par courriel à : gladys.prieto-andrades@uniha.org dans un délai de quinze jours calendaires.

Chapitre 3 – Dispositions relatives à la passation des marchés spécifiques

7. POUVOIR ADJUDICATEUR DES MARCHES SPECIFIQUES

Chaque adhérent de UniHA ayant sollicité la mise à disposition du SAD est pouvoir adjudicateur de son marché spécifique :

- Il lance son marché spécifique auprès des candidats admis dans la ou les catégories concernées par le marché spécifique, et selon la liste des candidats mise à disposition par le GCS UniHA ;
- Il précise les critères d'analyse des offres et leurs pondérations ;
- Il reçoit les offres, les analyse et procède à la notification du marché spécifique ;
- Il réalise plus généralement tous les actes relatifs à la modification du marché spécifique,
- Il prononcer la résiliation du marché spécifique ;
- Il gère les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques.

8. PIECES CONTRACTUELLES DE CHAQUE MARCHE SPECIFIQUE

Les pièces contractuelles de chaque marché spécifique sont les suivantes :

- Les pièces contractuelles du SAD listées à l'article 4 du présent CCATP ;
- L'acte d'engagement du marché spécifique et ses annexes ;
- Le CCATP propre au marché spécifique ;
- L'offre du titulaire du marché spécifique.

9. DUREE DE CHAQUE MARCHE SPECIFIQUE

La durée de chaque marché spécifique est celle déterminée dans l'offre du titulaire retenu pour réaliser les prestations de retrofit pour le nombre de véhicules renseignés lors du lancement du marché spécifique.

10. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

10.1 OBJET DES MARCHES SPECIFIQUES

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les prestations objet du marché qui n'auraient pas été fixées dans le dossier de consultation du système d'acquisition dynamique.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les établissement(s) bénéficiaire(s) concerné(s) ;
- Les véhicules des établissements (marque, modèle, années de mise en service, etc.) ;
- Les modalités de paiement et notamment les règles relatives aux avances ;
- Les pénalités applicables à défaut des règles prévues au présent CCATP ;
- Les critères d'analyse des offres et leurs pondérations.

Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCATP.

10.2 INVITATION DES CANDIDATS A REMETTRE UNE OFFRE

En fonction de la survenance du besoin, chaque établissement bénéficiaire lance son ou ses marchés spécifiques.

Conformément à l'article R.2162-49 du Code de la commande publique, tous les candidats admis par le GCS UniHA dans la catégorie objet du marché spécifique à la date de son lancement, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner. Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, ils informeront le GCS UniHA du motif de leur non-réponse.

Cette invitation prend la forme :

- D'une lettre d'invitation à soumissionner mentionnant, entre autres, la date et heure limites, les modalités et adresse de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :
 - o Un acte d'engagement ;
 - o Le bordereau de prix unitaire et forfaitaire ;
 - o La grille d'évaluation propre au marché spécifique.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique.

10.3 REMISE DES OFFRES PAR LES CANDIDATS

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des prestations concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le bordereau de prix dûment complété, daté et signé ;
- Les réponses au questionnaire du marché spécifique ;
- Le ou les tarifs applicables à la date de remise des offres ;
- Le certificat d'homologation du système de conversion du véhicule ;

Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues.
L'acte d'engagement pourra être remis uniquement au stade de l'attribution.

Les candidats admis dans le SAD sont libres de proposer des offres différentes à chaque marché spécifique.

10.4 EVALUATION DES OFFRES DE CHAQUE MARCHÉ SPECIFIQUE

Les critères de sélection des offres et leur pondération seront basés sur le tableau suivant :

Intitulé du critère	Pondération
Coût de la prestation	30 à 50 points
Délai de prise en charge	10 à 20 points
Modalités opérationnelles, appréciées notamment au regard des éléments d'appréciation suivants non limitatifs et non exhaustifs : - le lieu d'intervention - la modalité de transport - la nouvelle autonomie du véhicule - le nombre de modèles proposés	20 à 50 points
Caractéristiques du kit de conversion, appréciées notamment au regard des éléments d'appréciation suivants non limitatifs et non exhaustifs notamment : - la marque et le modèle du kit de conversion - la puissance continue pendant 30 minutes - l'origine des pièces et le circuit d'approvisionnement - la durée de garantie des différents composants	20 à 40 points

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100%. Tous les critères sont obligatoires.

Chaque établissement détermine la pondération des critères techniques et du critère financier dans la limite des fourchettes de pondération précisée dans le tableau ci-dessus.

Concernant les critères techniques, les éléments d'appréciation proposés sont à la discrétion des établissements qui peuvent ne pas respecter la hiérarchie présentée dans le tableau et peuvent ajouter ou supprimer des éléments d'appréciation en lien avec chaque critère.

Une grille d'évaluation, comprenant les éléments d'appréciation de chaque critère est jointe au DCE – Nommée : grille d'évaluation du marché spécifique. Chaque élément d'appréciation sera évalué identiquement.

Un bordereau de prix unitaire type est également joint au DCE.

10.5 ATTRIBUTION DU MARCHE SPECIFIQUE

Chaque établissement bénéficiaire procède aux formalités d'attribution et notification des marchés spécifiques et informe le GCS UNIHA des résultats de la consultation.

Chapitre 4 – Dispositions relatives à l'exécution des marchés spécifiques

11. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GENERALES DES TITULAIRES DES MARCHES SPECIFIQUES

11.1 DISCRETION, CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des marchés spécifiques.

Le Titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Chaque candidat admis au SAD s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données personnelles.

11.2 ASSURANCES

Chaque titulaire de marché spécifique devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande de l'établissement bénéficiaire, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels des Bénéficiaires ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- Par son personnel salarié ;
- Par ses matériels ;
- Du fait de l'exécution du marché spécifique avant et après admission des prestations.

11.3 SOUS-TRAITANCE

Le candidat ou l'attributaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre lors du marché spécifique, soit en cours d'exécution du marché spécifique.

Dans tous les cas, la déclaration de sous-traitance mentionne :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

La déclaration du sous-traitant doit indiquer qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

11.4 RESPECT DE LA REGLEMENTATION ET DU CODE DU TRAVAIL

Le Titulaire de chaque marché spécifique est tenu de fournir à l'établissement bénéficiaire, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D. 8222-5 du code du travail.

En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7.

Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le Titulaire encoure l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

12. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRESTATIONS

12.1 REGLEMENTATION ET EXIGENCES TECHNIQUES

Le présent marché se base sur la réglementation en vigueur notamment l'arrêté du 12 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 relatif aux conditions de transformation des véhicules à motorisation thermique en motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible.

Ce texte précise notamment que les batteries utilisées doivent répondre aux normes environnementales et de recyclabilité.

12.2 PRESTATIONS OBJETS DU MARCHE

12.2.1 ETUDE DE FAISABILITE TECHNIQUE ET REGLEMENTAIRE DU RETROFIT SUR LES VEHICULES CONCERNES

L'étude de faisabilité technique est un élément indispensable dans la réalisation de la prestation de retrofit dans la mesure où toutes les différentes versions des différents véhicules ne peuvent pas être rétrofitées.

Cette étude doit s'effectuer au regard des éléments transmis par l'établissement et relatifs aux caractéristiques des véhicules (marque, modèle, année de mise en circulation, etc.).

Il appartient à l'établissement adhérent de communiquer toutes les informations utiles à cette étude de faisabilité notamment la carte grise du véhicule.

12.2.2 FOURNITURE ET INSTALLATION DES KITS DE CONVERSION HOMOLOGUES

Le marché porte sur la fourniture d'un dispositif permettant de transformer un véhicule à motorisation thermique en un véhicule à motorisation électrique à batterie ou à pile à combustible, et qui comprend au moins :

- Un groupe motopropulseur (machine électrique et convertisseur de puissance associé) monté en amont des éléments de transmission ou des moteurs à roues ;
- Un bloc de batteries (y compris le système de gestion électrique et thermique des accumulateurs et de sectionnement et le système de protection) destiné à fournir d'une manière exclusive l'énergie et la puissance de traction ;
- Une interface avec le réseau pour charger le bloc-batterie ;
- Le cas échéant, un convertisseur d'énergie transformant l'énergie chimique (énergie d'entrée) en énergie électrique (énergie de sortie) ou inversement ;
- Le cas échéant, le réservoir d'hydrogène et toutes les autres pièces du véhicule fonctionnant à l'hydrogène qui sont en contact direct avec l'hydrogène ou qui font partie d'un système hydrogène au sens du règlement CE79/2009 susvisé ou du règlement (UE) 2019/2144 susvisé ;
- Tout autre sous-système nécessaire au bon fonctionnement du véhicule transformé ;
- La liste des transformations du véhicule devant être effectuées et les instructions relatives au montage de ces pièces.

Les kits de conversion doivent être certifiés et conformes à la réglementation en vigueur (via un certificat d'homologation du système de conversion du véhicule).

Les conditions de transformation du véhicule doivent être compatibles avec les exigences en matière de sécurité de la réception du véhicule sur lequel il est installé. Elles sont mises en œuvre sous la responsabilité du titulaire installateur.

Le véhicule à transformer devra être en bon état mécanique. A défaut, le titulaire pourra être en mesure de refuser la prestation de rétrofit.

12.2.3 MISE EN CONFORMITE AVEC LES NORMES EN VIGUEUR

L'intervention de l'installateur devra s'effectuer au regard des normes en vigueur notamment celles décrites dans l'arrêté du 12 septembre 2023 précité.

12.2.4 TESTS ET VALIDATION DES PERFORMANCES APRES CONVERSION

Après la conversion du véhicule et avant toute remise à l'établissement, des tests doivent être réalisés par l'installateur. L'objectif est de s'assurer que l'intervention est conforme à la réglementation en vigueur et aux prescriptions du constructeur.

Les kits doivent permettre une autonomie suffisante. La puissance continue pendant 30 minutes du moteur électrique doit être comprise entre 40 et 100% de la puissance du moteur thermique initial.

12.2.5 DEMARCHES ADMINISTRATIVES D'IMMATRICULATION

Les démarches administratives d'immatriculation auprès des services compétents de l'Etat doivent être réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché sauf demande contraire expresse de l'établissement de santé adhérent.

Une fois le véhicule immatriculé, le certificat d'homologation du système de conversion du véhicule sera transmis à l'adhérent.

Les différents coûts (taxe de gestion, redevance d'acheminement, etc.) seront facturés au réel à l'établissement sur la base des différentes factures afférentes.

12.2.6 DEMARCHES ADMINISTRATIVES DE DEMANDES D'AIDE FINANCIERE

Les démarches administratives de demande d'aide financière auprès des services compétents de l'Etat, des collectivités territoriales et/ou d'administrations doivent être réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché sauf demande contraire expresse de l'établissement bénéficiaire.

12.2.7 PRISE EN CHARGE DU VEHICULE ET LIVRAISON

Le véhicule à rétrofiter peut soit être récupéré sur le site de l'établissement pour être acheminé par un transporteur jusqu'à l'atelier du titulaire, soit être réceptionné dans l'atelier du titulaire.

La prestation d'installation des kits de conversion s'effectue dans ses locaux ou auprès d'un réseau de transformateurs habilités. Dans cette hypothèse, il devra transmettre les éléments attestant cette délocalisation (formation des agents techniques à l'exploitation et à la maintenance du véhicule rétrofité, habilitation des locaux, etc.).

12.2.8 HABILITATION ET FORMATION DES AGENTS TECHNIQUES A L'EXPLOITATION ET A LA MAINTENANCE DU VEHICULE RETROFITE

La transformation d'un véhicule avec un dispositif de conversion ne peut être effectuée que par un installateur présent sur le territoire français et habilité par le fabricant. Seuls les dispositifs homologués et montés par un installateur habilité par le fabricant peuvent être installés sur les véhicules circulant sur les voies publiques routières.

L'habilitation étant délivrée pour une période de 2 ans, en cours d'exécution du marché, il sera demandé au titulaire de transmettre au pouvoir adjudicateur le renouvellement de son habilitation ou une nouvelle délivrée par un constructeur (ou le même sur un autre modèle de véhicule)

Une formation conférant au titulaire la connaissance de la ou des transformations est nécessaire afin d'exercer l'activité.

Les locaux du titulaire doivent satisfaire aux exigences réglementaires d'établissement (locaux adaptés).

13.2.10 MAINTENANCE ET SERVICE APRES-VENTE DU VEHICULE RETROFITE

Les parties modifiées des véhicules rétrofités seront maintenues par l'installateur soit dans les locaux du titulaire, soit dans les locaux d'un établissement du réseau de transformateurs habilités, soit sur le site de l'établissement de santé adhérent en fonction des modalités d'organisation du titulaire.

Les pièces détachées des parties modifiées devront être accessibles à minima pendant les 5 années qui suivent la réalisation de la prestation de retrofit.

12.2.11 GARANTIE

Les éléments du véhicule transformé avec un dispositif de conversion électrique doivent être garantis par le fabricant pendant une période minimum de 24 mois.

Chapitre 5 – Dispositions financières des marchés spécifiques

13. PRIX

13.1 PRIX DE REFERENCE

Les prix de référence sont les prix qui figurent dans le bordereau des prix de chaque marché spécifique ou calculés à partir des éléments figurant dans les documents constituant ce bordereau de prix.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date de notification du marché spécifique.

Les prix renseignés dans le BPU sont fermes. Pour chaque marché spécifique, les candidats peuvent proposer des prix différents.

13.2 FORME DE PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes autres charges fiscales, parafiscales ou autres frappant (obligatoirement ou non) la/les prestations requises et nécessaires pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le prix dont s'acquitte l'établissement bénéficiaire comprend :

- Le prix de la prestation de rétrofit du véhicule renseigné dans la proposition prévue à l'article 12.2 du présent CCATP (prestation, fourniture de pièces détachées et des fluides, etc.) ;
- Le cas échéant, les frais de livraison du véhicule prévus dans le BPU ;
- Le cas échéant, les frais relatifs aux démarches administratives liées à l'immatriculation (facturés au réel) ;
- Le cas échéant, les frais relatifs aux démarches administratives liées à la demande d'aide financière.

13.3 OFFRE PROMOTIONNELLE

En cours d'exécution du marché spécifique, et à l'initiative de son Titulaire, les prix des prestations figurant dans le marché spécifique pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire du marché spécifique adressera au Bénéficiaire son tarif promotionnel par email, en précisant :

- La désignation précise des matériels et prestations concernés par l'offre promotionnelle ;
- La durée de validité de l'offre promotionnelle.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seules prestations figurant aux BPU annexes de l'acte d'engagement.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché spécifique sont ceux à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, pour les matériels et prestations concernés.


Les taux de remise sont ceux prévus dans l'offre du Titulaire du marché spécifique.

14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

14.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT


Le paiement est effectué par chaque établissement bénéficiaire, en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- pour les factures liées aux équipements électroniques et électriques, les factures feront apparaître la ligne correspondant à l'élimination des déchets
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par marché, sauf si un marché donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

14.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits ou, pour les acomptes, à la date d'admission des opérations de vérification, à compter de la date d'admission lorsque le paiement est subordonné à une procédure d'admission.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier. **Escompte** : en cas de paiement rapide, sera appliqué un

escompte selon le taux mentionné par le Titulaire dans sa réponse à l'onglet « autres conditions » du BPU.

14.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché spécifique.

14.4 AVANCE

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant du marché spécifique est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME. Il peut être augmenté dans une limite de 30% dans les marchés spécifiques.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Chapitre 6 – Sanctions et résiliation des marchés spécifiques

15. PENALITES

15.1 PENALITES DE RETARD

Les pénalités de retard du présent article sont appliquées par les adhérents et seront définies au stade du marché spécifique publié par l'établissement bénéficiaire.

A défaut, les modalités prévues ci-après s'appliquent aux marchés spécifiques.

Retard de livraison : Lorsque le délai contractuel d'exécution (livraison des véhicules après prestation de rétrofit) est dépassé par rapport à la date d'exécution qui figure dans le marché spécifique, l'acheteur informe le titulaire du montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, du ou des retards concernés et invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'élèvent à 100 euros par jour ouvré calendaire de retard.

En application des dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

15.2 PENALITES DE RETARD DANS LA COMMUNICATION DES JUSTIFICATIFS D'ASSURANCE

En cas de retard de communication des assurances prévues par l'article 11.2 du présent CCATP, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée par l'établissement bénéficiaire, de plein droit et sans mise en demeure.

Ces pénalités seront appliquées par l'établissement responsable de la passation du marché spécifique.

15.3 PENALITES DE RETARD DANS LA RECUPERATION DES DONNEES

Conformément à l'article 6.3 du présent CCATP, la méconnaissance par le Titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, après mise en demeure, à une pénalité de retard de 100 euros par semaine de retard appliquée par le GCS UniHA. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

16. RESILIATION DES MARCHES SPECIFIQUES

16.1 MOTIFS DE RESILIATION

Les bénéficiaires des marchés spécifiques peuvent mettre fin à l'exécution du marché spécifique dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation pourra être prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCATP ;
- En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations.

16.2 INDEMNITES DE RESILIATION

La résiliation prononcée pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit à indemnité.

16.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'établissement Bénéficiaire peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché spécifique, aux frais et risques du Titulaire en cas de résiliation du marché spécifique pour faute du Titulaire ou en cas de rupture temporaire fautive de l'exécution des prestations.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des fournitures réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché spécifique, résultant de l'exécution des fournitures aux frais et risques du Titulaire, est à la charge de ce dernier. La diminution éventuelle des dépenses ne lui profite pas.

Chapitre 7 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Pouvoir adjudicateur
10.2	Détermination des prix de règlement
42	Absence d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général